

AKTUELL

RENTRÉE LÉGISLATIVE

Chambre 2.0

Richard Graf



Un parlement plus efficace et plus visible. La liste des vœux après une année parlementaire très mouvementée est longue et imprégnée d'une atmosphère de renouveau.

Pour le secrétaire général de la Chambre des députés, Claude Frieseisen, c'est une tradition qu'il connaît depuis près de deux décennies - ce qui explique peut-être pourquoi son discours a duré quelques instants de plus que celui de son « chef » hiérarchique, le président Mars Di Bartolomeo. L'inventaire des travaux achevés - particulièrement lourd à cause des élections anticipées - mais surtout la liste des changements envisagés occupaient une bonne part de la réception, qui en dehors d'un certain nombre de député-e-s, de leurs attaché-e-s, du personnel de la chambre (dont le nombre actuel dépasse, avec 64 personnes, celui des député-e-s et ne comprend pas moins de 44 femmes, à l'inverse donc de la composition de la Chambre) comptait aussi la présence de la presse parlementaire.

Comme on n'apercevait ni le président ni les vice-présidents du groupe PCS dans le hall de la Chambre des député-e-s, un certain doute s'était installé au début du discours introductif du secrétaire général, et aurait pu laisser soupçonner une désolidarisation de la part du plus grand parti d'opposition par rapport aux nouvelles politiques annoncées par Claude Frieseisen ainsi que par Mars Di Bartolomeo. Mais au bout de quelques instants, les troupes chrétiennes-sociales arrivaient en bloc et se mêlaient à la foule. Leur président de groupe, Jean-Claude Juncker, ne se posta cependant pas du côté de ses collègues de la conférence des présidents, campé-e-s toutes et tous à côté du secrétaire général et du président.

Sur un pied d'égalité

Ce qui importe pour Claude Frieseisen, c'est l'urgence de quelques réformes, étant donné que le parlement doit être prêt pour entamer, en 2015, la présidence luxembourgeoise de l'UE. Si le secrétaire général insistait sur la

professionnalisation croissante des services de la Chambre, Mars Di Bartolomeo évoquait le nouveau rôle que le parlement devrait jouer dans cette phase de « renouveau politique » que le Luxembourg connaît depuis l'été 2012. Dans ce contexte, il a rappelé le souhait du parlement de pouvoir traiter avec le gouvernement sur un pied d'égalité. D'ailleurs le parlement sortait déjà fait preuve d'une certaine indépendance en refusant, en 2012, le budget présenté par le gouvernement et ensuite par les travaux menés à travers la commission d'enquête sur le Srel.

Un des principaux soucis de Mars Di Bartolomeo - qui a appris à connaître les travaux de la Chambre en tant que jeune journaliste parlementaire, attaché du LSAP, député puis ministre - sont les retards que certains dossiers ont tendance à accuser lorsqu'ils entrent dans la sphère parlementaire. En citant la loi sur le divorce et les modifications du splitting maintes fois annoncées, il vise évidemment directement le PCS qui a contrôlé le parlement pendant plus de trois décennies, même s'il félicite son prédécesseur immédiat, Laurent Mosar - le seul représentant du PCS à s'être installé de l'autre côté des micros lors de la réception - pour les « bonnes initiatives » que celui-ci avait prises.

Si la nouvelle majorité fait preuve de quelques ouvertures vis-à-vis de l'opposition, par exemple en acceptant que pour certains projets de loi le rôle du rapporteur revienne à des député-e-s qui n'appartiennent pas à l'un des partis prenant part au gouvernement, la nomination de « MdB », donc d'un vieux loup connaissant aux mieux les rouages parlementaires mais aussi gouvernementaux, n'est cependant pas neutre : avec seulement une voix au-dessus de la majorité absolue, il faudra veiller à tout moment au bon fonctionnement du « système Gambia ». Un parti de gauche plus que confirmé, un ADR qui a su limiter les dégâts et un PCS composé entre autres d'anciens membres du gouvernement qui se sentent, pour l'instant, quelque peu désœuvrés sinon frustrés, cela promet une opposition à elle seule presque sur un pied d'égalité avec le gouvernement.

SHORT NEWS

Alle lieben Xavier Bettel

(rg) - Er sei froh, nicht vor einem leeren Saal reden zu müssen, bekannte Premier Xavier Bettel beim Neujahrsempfang, den er, in der Tradition seiner Vorgänger, am Dienstag im Staatlichen Geschichtsmuseum für die Presse gab. Der kleine Seitenhieb auf den CSV-Parteipräsidenten und dessen problematisches Verhältnis zur Luxemburger Presse war aber auch ungefähr das einzige rhetorische Highlight, das Bettel zu bieten hatte. Wohlwissend, dass der politische Umbruch, der sich im letzten Jahr vollzogen hat, nicht zuletzt auch das Ergebnis einer spürbar „emanzipierten“ Presse gewesen ist, sparte er nicht mit Lob für die Luxemburger Medienschaffenden. Er ging aber auch auf die zu Beginn der Veranstaltung vorgetragenen Forderungen des Vorsitzenden des Presserats, Fernand Weides, ein und sagte eine Nachbesserung des noch von der Vorgängerregierung deponierten Informationszugangs-Gesetzes zu. Hinsichtlich des Umgangs mit der Presse versprach Bettel, das wöchentliche Briefing „zur Regel, und nicht zur Ausnahme“ zu machen, und kündigte an, es per Livestream und später sogar mit eingeblendeter Gebärdensprache übertragen zu lassen. Vor allem die schreibende Presse wäre allerdings zunächst einmal an zumutbaren Arbeitsbedingungen interessiert. Bislang fanden die Briefings in viel zu kleinen und oftmals nicht einmal mit Tischen ausgestatteten Halb- oder Vorräumen statt.

La France s'ouvre au cannabis médical

(da) - Le ministère de la Santé français a annoncé ce jeudi l'autorisation de mise sur le marché du Sativex, premier médicament à base de cannabis à être commercialisé en France. L'utilisation de ce spray buccal restera cependant restreinte : il servira uniquement au traitement des spasticités (contractions musculaires) liées à la sclérose en plaques. La prescription initiale sera réservée aux neurologues et médecins rééducateurs hospitaliers. Le Sativex est un mélange de deux composants actifs de la plante, le tétrahydrocannabinol (THC) et le cannabidiol (CBD), le second annulant les effets psychotropes du premier. L'Agence nationale de sécurité des médicaments (ANSM) française estime autour de 20.000 le nombre de patients potentiels en France. La France est le dix-huitième pays en Europe à autoriser l'utilisation de ce médicament. Au Luxembourg, la situation reste floue : des autorisations personnelles pour l'utilisation du Sativex ont été fournies par l'ancien ministre de la Santé, Mars Di Bartolomeo. Une éventuelle mise sur le marché avait été évoquée par les autorités médicales en août 2012. En 2014, ce n'est toujours pas le cas. La dépénalisation de médicaments à base de cannabis n'est pas mentionnée dans l'accord de coalition du gouvernement Bettel.

En France la concentration médiatique continue

(lc) - C'est une de ces nouvelles qui ont tendance à rester inaperçues, alors qu'elle est le signe qu'une évolution dangereuse dans le paysage de la presse française est toujours en train de se propager : la concentration des principaux médias dans les mains de quelques personnes. Cette fois, ce sont les actionnaires du groupe « Le Monde » qui seraient en négociation avec Claude Perdriel - propriétaire du groupe du même nom et dont « Le Nouvel Observateur » figure au portfolio. Poussées avant tout par Xavier Niel, un homme d'affaires issu de la Sarkozye ayant fait fortune avec le « Minitel Rose », et puis en fondant l'opérateur internet « Free » et Mathieu Pigasse, le directeur général de la banque Lazard et proprio des « Inrockuptibles » et du « Huffington Post », elles tourneraient autour du rachat de 65% des actions du groupe, donc 13,4 millions d'euros. Ce n'est que Pierre Bergé, l'ancien compagnon d'Yves Saint-Laurent et aussi actionnaire du « Monde » qui serait réticent à une telle entrée dans le capital du « Nouvel Obs ». Pour l'instant aucune information n'est disponible quant au sort réservé au site internet « Rue89 », que le groupe de Perdriel a acheté récemment et avec l'équipe duquel les relations sont souvent houleuses.